La LETTRE D'ETUDES FISCALES INTERNATIONALES NOVEMBRE 2016



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N 1 NOVEMBRE 2016

<u>www.etudes-fiscales-internationales.com/</u> pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite

Un homme politique considère la prochaine élection ! Un homme d'état considère la prochaine génération ! (Winston Churchill)

Les lettres fiscales d'EFI
Pour lire les tribunes antérieures cliquer

Lettre EFI du 11 octobre 2016 la lettre EFI du 17 octobre 2016 La lettre EFI du 24.10.20 16.pdf

Comptes non déclarés : l'amende de 5% non constitutionnelle. 2 (QPC 22/07/2016)

La double exonération fiscale internationale : c'est fini !!???

ISF et impatrié de retour en France : une ânerie économique qui profite à notre génie de la city ????

Pour placer dans votre dossier 'les lettres d'EFI" sur votre bureau

La LETTRE EFI du 24.10.20 16.pdf

LOI DE FINANCES POUR 2017

Tome I - Rapport général

<u>Tome II</u> - Examen de la première partie du PLF : Conditions générales de l'équilibre financier

<u>Tome III</u> - Examen de la seconde partie du PLF : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

Le rapport RABAULT sur la baisse de 1 impôt sur les sociétés cliquez

Un impôt dont le rendement net est un des plus faibles de l'OCDE (1,5% du PIB) mais dont le taux facial est élevé et ce qui constitue un important indicateur pour les investisseurs étrangers. Bien que reposant sur des données imparfaites, l'affichage fiscal en matière d'IS n'est pas à l'avantage de la France.

Une autre approche aurait été de comparer notre système avec le système américain qui est un formidable outil d'autofinancement des PME

La US corporate tax

Texte de la première partie adoptée par l'Assemblée nationale le 25 octobre 2016

Le rapport officiel sur le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu

LOI DE FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE

"Inégalité mondiale : une nouvelle approche à l'ère de la mondialisation"

La mondialisation n' a pas profité aux classes moyennes

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2016

EFI vous assiste dans votre développement personnel Si vous aves un projet de formation ou d'article dans notre cadre NOUS DIFFUSONS AMICALEMENT VOS PROJETS AVEC PLAISIR La lettre EFI est lue par au moins 6000 amis

FLASH

Tribunal administratif fédéral

La qualité de partie a été reconnue à l'UBS

dans les procédures d'assistance administrative des autorités fiscales françaises

Arrêt du 25 octobre 2016 dans la cause A-4974/2016

Info donnée par nos amis P Gritti et T Béguin

AFF DE WENDEL : le CE refuse la QPC sur le sursis d'imposition en cas d'apport rachat (CE 16/10/16) 2

Titre de participation et autocontrôle (CE 20/10/16 Cnie Cambodge-Bolloré) à suivre 3

Convention d'assistance fiscale OCDE; panama a signé (mise à jour) 3

OCDE l'échange automatique : la liste a jour au 21 octobre 2016 3

UE la reforme de l'imposition des sociétés (ACCIS) 3

Vers un double domicile: fiscal pour l'IR et social pour la CSG ?? CE 19/09/2016 Rediffusion avec mise à jour 3

ISF et impatrié de retour en France :une ânerie économique ... 4

Les programmes fiscaux des candidats aux élections US

HSBC : fichier volé et régularité d'une ESFP (CE 20/10/16)

<u>Les entreprises chinoises dominent le dernier classement des fintech dans le monde réalisé par KPMG et H2</u>

<u>Ventures</u>

. Fréderic Lelievre, Hongkong

4

Le génie de la City : Ses interventions (à suivre)

Notre génie de la City aurait il perdu son génie ????

<u>Le grand gagnant du Brexit est... New York!</u>

MAIS

Il y a une trentaine d'année un ouvrage faisait fureur le piège suisse d' E CHAMBOST
Aujourd hui je vous conseille de lire la position de Raphael COHEN sur le piège américain
Ceux qui transfèrent des actifs aux Etats-Unis auront une surprise de taille mais surtout... très coûteuse.

AFF DE WENDEL:

le CE refuse la QPC sur le sursis d'imposition en cas d'apport rachat (CE 16/10/16)

La question du sursis d'imposition des apports cessions est à nouveau revenue devant le conseil d'état dans le cadre d'une demande de QPC posée par les contribuables

En refusant de poser une QPC sur cette question le conseil d'état nous éclaire d'une manière didactique sur l'analyse pragmatique qu'il fait de l'application des règles du sursis d'imposition des plus values d'apport notamment en cas d'apport suivi d'un rachat par la mère

Abus de droit : L'apport rachat est il un boni et ou une plus value ?

(Aff de WENDEL TA Paris 05.01.16

La position des requérants L'analyse du conseil d'état

Pour lire la tribune cliquez

Titre de participation et autocontrôle (CE 20/10/16 Cnie Cambodge-Bolloré) à suivre

La plus-value de cession de titres d'autocontrôle est-elle exonérée ?

L'administration avait précisé

Le paragraphe 190 de l'instruction fiscale publiée le 12 septembre 2012 sous la référence <u>BOI-BIC-PVMV-30-10</u>, intitulé " actions d'autocontrôle ", prévoit que :

"Lorsque des actions d'une société sont possédées par une ou plusieurs sociétés dont elle détient directement ou indirectement le contrôle, les droits de vote attachés à ces actions ne peuvent être exercés à l'assemblée générale de la société (C. com. art. L. 233-31).

Dès lors que ces titres sont privés de droit de vote et que la société qui les détient est elle-même détenue par la société émettrice des titres, lesdits titres ne peuvent être considérés comme des titres de participation éligibles au taux réduit d'imposition ";

Cette position était pour un grand nombre d'amis d'EFI, mais pas pour tous, une position de bon sens : favoriser les véritables participations dans des sociétés tierces et éviter <u>l'endogamie fiscale</u> et ce pour favoriser d'abord le développement économique de la France et non la rente

Le conseil a annulé la position administrative

Pour lire la tribune cliquez

Convention d'assistance fiscale OCDE; panama a signé (mise à jour)

Pour lire la tribune cliquez |

OCDE l'échange automatique : la liste a jour au 21 octobre 2016

la liste OCDE d'echange automatique de renseignements fiscaux au 21 octobre 2016

Le nouveau est le brésil

Attention il s'agit d'une liste d'intention, les traites sont des traites bilatéraux -sauf UE et il est nécessaire de vérifier état par état la date de mise en application

La liste des relations d'échange automatique état par etat

Pour lire la tribune cliquez

UE la reforme de l'imposition des sociétés (ACCIS)

La Commission a annoncé le 25 octobre **plusieurs projets titanesques** visant à réformer la façon dont les sociétés sont imposées au sein du marché unique pour parvenir à un système d'imposition des sociétés propice à la croissance et équitable.

Une synthèse par Europa Forum

A quand la mise en application : début 2019 !!! ???? Au plutôt

Pour lire la tribune cliquez

Vers un double domicile: fiscal pour l'IR et social pour la CSG ?? CE 19/09/2016

Rediffusion avec mise à jour

Êtes-vous resté « fiscalement « domicilié en France ?? Comment le savoir par Jean Le Renard (à paraître en janvier 2017) Mise à jour octobre 2016

Une plus value mobilière française = centre d'intérêt économique en France au sens du 4B

Cette décision ne vise que la CSG mais peut être élargie CAA de MARSEILLE, 4ème ch, 25/03/2016, 13MA00537, Inédit au recueil Lebon (un pourvoi en cassation a été déposé)

Info communiquée par l'IACF

Note EFI cette décision fiscalement parfaite va entrainer une nouvelle fois un départ des capitaux de nos banques vers les banques étrangères qui vont en faire leurs choux gras, la consigne de bouche à oreille étant de ne plus avoir aucun actif en France

ou comment une loi fiscale peut devenir une anerie économique ??

Un précédent

ISF et impatrié de retour en France :une ânerie économique ...

Pour lire la tribune cliquez

HSBC : fichier volé et régularité d'une ESFP (CE 20/10/16)

Par une intéressante décision en date du 20 octobre 2016, le Conseil d'Etat était confronté à un ESFP déclenché à la suite de la découverte du nom du contribuable sur le fameux fichier HSBC dérobé. En substance, le Conseil d'Etat valide les contrôles effectués à la suite d'une telle circonstance de fait MAIS semble réserver la possibilité pour le contribuable, sans toutefois se prononcer sur une telle circonstance de fait, de ne pas fournir à l'administration les relevés bancaires d'avoirs non déclarés.

Conseil d'État 8ème et 3ème ch N390639 20 octobre 2016

Rapport de Christian ECKERT sur HSBC déposé le 10 juillet 2013

Le revirement de JP sur la légalité des preuves

Perquisition fiscale fondée sur documents vendus au fisc (CEDH 06/10/16)

Pour lire la tribune cliquez

Droit de communication des douanes / des limites par QPC sur l'article 65 CD

Pour lire la tribune en entier cliquez>>>

Les instructions administratives sur la fiscalité internationale La jurisprudence fiscale de la Cour de Justice européenne La jurisprudence fiscale de la CEDH

Pour lire la tribune en entier cliquez>>>

La responsabilité des conseils peut être recherchée à cinq niveaux

- -au niveau contractuel par rapport au client,
- -au niveau pénal pour complicité de fraude fiscale C

Au niveau de la responsabilité déontologique mais qui ne fait plus peur à personne

-au niveau extra contractuel (art 1382 du code civil)

Enfin ilne faut pas oublier **la responsabilité TRACFIN** actuellement peu utilisée mais attendons la prochaine publication de la nouvelle ordonnance « déclaration de soupçon « avec le nouveau principe imposé par BRUXELLES!!!!!

Pour lire la tribune cliquez>>>

La CEDH a reconnu le 6 octobre la légalité de la preuve par fichiers achetés par le fisc Pour lire la tribune cliquez>>>> |

Cliquez pour lire la tribune >>>>

IR: la retenue a la source: les taux "par défaut "?????!!!!

Pour lire la tribune cliquez>>>>

Le comité du contentieux fiscal: modulation des sanctions ????

Comité du contentieux fiscal, douanier et des changes Rapport annuel 2015.du 17 août 1916

Pour lire la tribune cliquez>>>>

Info sur les PO en France

Cliquez sur le chiffre

présentation générale des recettes publiques <u>51</u>
présentation générale de l'évolution du taux de prélèvements obligatoires <u>52</u>
le taux de prélèvements obligatoires de 2007 à 2016 <u>52</u>
les prélèvements obligatoires en 2017 <u>53</u>
les évolutions par catégorie d'administrations <u>54</u>
iii. les grandes évolutions durant le quinquennat <u>55</u>
l'élasticité des prélèvements obligatoires tend de nouveau vers l'unité <u>56</u>
les mesures discrétionnaires adoptées sous ce quinquennat <u>56</u>

Brochure pratique DGFIP Impôt sur le revenu 2015

<u>Précis de fiscalité DGFIP 2015 :</u> 2ème édition, à jour au 15 décembre 2015.

le bilan de la France au 31.12.15.PDF

Ocde les prélèvements obligatoires

Brochure pratique DGFIP Impôt sur le revenu 2015

<u>•Précis de fiscalité DGFIP 2015 :</u> <u>2ème édition, à jour au 15 décembre 2015.</u>

le bilan de la France au 31.12.15.PDF

Ocde les prélèvements obligatoires